

DANS CE CADRE	Académie :	Session :
	Examen :	Série :
	Spécialité/option :	Repère de l'épreuve :
	Épreuve/sous-épreuve :	
	NOM :	
	(en majuscule, suivi s'il y a lieu du nom d'épouse)	
NE RIEN ÉCRIRE	Prénoms :	N° du candidat
	Né(e) le :	(le numéro est celui qui figure sur la convocation ou liste d'appel)
	Appréciation du correcteur	
	Note :	

*Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque pouvant indiquer sa provenance.*

## MENTION COMPLÉMENTAIRE SERVICES FINANCIERS

**- Session 2022 -**

### ÉPREUVE E3 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE DES SERVICES

## SUJET

**Durée : 3 heures**

**Coefficient : 2**

Ce sujet comporte 8 pages, numérotées de 1/8 à 8/8.  
Assurez-vous qu'il soit complet dès qu'il vous est remis.

Les éléments de réponse sont à composer sur la copie.

L'usage de calculatrice avec mode examen actif est autorisé.  
L'usage de calculatrice sans mémoire, «type collège» est autorisé.

**Aucun document autorisé**

Mention Complémentaire Services Financiers	Code : AP2206-MC4 SF E3	Session 2022	SUJET
Épreuve E3 : Environnement Économique et Juridique des Services	Durée : 3 H	Coefficient : 2	Page 1/8

**NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE**

**LISTE DES DOCUMENTS**

**Document 1** : le rôle du TRACFIN

**Document 2** : blanchiment : définition et peine encourue

**Document 3** : barème 2021 sur les transmissions en ligne directe

**NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE**

**DOSSIER 1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE**

**16 POINTS**

Récemment embauché au sein de la BRHF (Banque Régionale des Hauts de France), vous êtes en charge d'un portefeuille de clients. Vous recevez monsieur DUROT, désireux d'investir qui s'interroge sur les fluctuations des taux d'intérêts des emprunts. Vous savez que celles-ci sont influencées par la Banque Centrale Européenne. Vous décidez de lui expliquer chacune de ces notions.

- 1.1 Présenter à votre client les six missions de la Banque Centrale Européenne.
- 1.2 Définir la notion de taux directeur de la BCE.
- 1.3 Expliquer comment la BCE contrôle le taux du marché interbancaire.
- 1.4 Informer monsieur DUROT des conséquences que peut avoir une augmentation des taux d'intérêts directeurs sur ses crédits.
- 1.5 Indiquer à ce client, les conséquences d'une diminution des taux d'intérêts directeurs.

**Lors de l'entretien, vous constatez que monsieur DUROT hésite à investir. Pour le convaincre, vous avancez des arguments.**

- 1.6 Préciser comment la BCE intervient sur le financement de l'économie dans le cadre de la politique monétaire.

**NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE**

**DOSSIER 2 - ENVIRONNEMENT JURIDIQUE ET FISCAL**

**24 POINTS**

**Partie 1**

**Dans le cadre d'actions de prévention, une réunion hebdomadaire a lieu dans l'agence. Votre responsable, monsieur BRUNET, vous demande de présenter à vos collaborateurs les différentes réglementations en matière de blanchiment d'argent.**

**Vous disposez des documents 1 et 2.**

- 2.1 Définir la notion de blanchiment.
- 2.2 Développer le sigle TRACFIN et présenter les 2 missions de cet organisme.
- 2.3 Préciser l'obligation du banquier vis-à-vis de TRACFIN. Indiquer les conséquences pour les institutions financières en cas de non-respect de cette procédure.

**L'ACPR joue également un rôle important en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.**

- 2.4 Lister les deux autres missions de cette autorité.
- 2.5 Présenter dans un développement structuré d'une quinzaine de lignes, d'une part, les conséquences du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme sur la stabilité financière et d'autre part, les mesures prises pour lutter contre ce phénomène.

## NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

### Partie 2

**Madame REY, âgée de 72 ans, vient de perdre son époux. Ils ont eu deux enfants. Elle souhaite être renseignée sur la transmission de son patrimoine personnel. Pour l'instant, elle n'a pas rédigé de testament. Elle a entendu parler de donation et aimerait avoir de plus amples renseignements. Son patrimoine financier personnel s'élève à 480 000 € (hors assurance-vie). Elle vit toujours dans la maison familiale acquise avec son époux. Ils étaient mariés sous le régime de la communauté légale.**

- 3.1 Expliquer à madame REY la différence entre donation et succession.
- 3.2 Indiquer en quoi opter pour la donation est plus intéressant fiscalement qu'une succession.
- 3.3 Sensibiliser la cliente sur les risques liés à la donation.
- 3.4 Indiquer les droits de madame REY sur ses biens en tant que conjointe survivante.

**Après réflexion, madame REY envisage de faire une donation de 150 000 € à chacun de ses enfants. Vous disposez du document 3.**

- 3.5 Calculer le montant des droits de donation dont devra s'acquitter chacun des enfants.

**Madame REY a une voisine qui vient d'être placée sous tutelle en raison de son état de santé. Madame REY s'en inquiète et s'interroge sur cette situation juridique.**

- 3.6 Rappeler ce qu'est la capacité juridique d'une personne physique.
- 3.7 Citer les différentes catégories de personnes incapables.
- 3.8 Expliquer pour quelles raisons la loi a prévu un régime de protection pour ces personnes.
- 3.9 Citer les principales différences entre la curatelle et la tutelle.

# NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

## DOCUMENT 1

### Le rôle de Tracfin

#### Quelles sont les missions de Tracfin ?

Tracfin n'est ni un service de police ni un service judiciaire chargé de poursuivre les auteurs qui ont commis des infractions relevant du blanchiment et du financement du terrorisme punissables d'une peine privative de liberté.

Tracfin est un service administratif de traitement du renseignement financier qui dispose d'une large autonomie et d'une indépendance opérationnelle pour mener à bien ses missions.

Le service a pour mission de recueillir, analyser et exploiter tout renseignement propre à établir l'origine ou la destination des sommes ou la nature des opérations ayant fait l'objet d'une déclaration de soupçon ou d'une information reçue des professionnels déclarants, des organismes publics chargés d'une mission de service public, de l'autorité judiciaire, des juridictions financières, des autorités de contrôle et des cellules de renseignement étrangères.

Lorsque ses investigations mettent en évidence des faits susceptibles de relever du blanchiment, Tracfin saisit le procureur de la République par une note d'information, celui-ci est également informé lorsque les investigations conduisent à mettre en évidence un crime ou un délit.

#### Quels sont les pouvoirs d'investigation de Tracfin ?

Pour accomplir ses missions, Tracfin dispose de prérogatives spécifiques à savoir :

- un accès direct à de nombreuses sources de données publiques ou confidentielles ;
- un droit de communication à l'égard de tout professionnel assujéti au dispositif, pour demander, en fixant un délai, des pièces et documents relatifs à une opération, le cas échéant, en se rendant sur place, soit pour reconstituer l'ensemble des transactions effectuées par une personne physique ou morale à la suite de la réception de la déclaration de soupçon, soit pour renseigner les services étrangers exerçant des compétences analogues, soit auprès de la sphère publique (administrations publiques, collectivités territoriales, établissements publics, ou toute autre personne chargée d'une mission de service public) ;
- échanger directement des informations financières avec ses homologues étrangers des cellules de renseignement financiers (CRF) sous réserve du principe de réciprocité et du respect de la confidentialité des données communiquées ;
- droit d'opposition à l'exécution de l'opération déclarée pendant une durée maximale de 2 jours ouvrables à compter de la date de réception de la déclaration pour notifier son opposition à l'auteur de la déclaration. Le service peut demander au Président de tribunal de grande instance de Paris de proroger la durée du blocage ou d'ordonner la séquestre provisoire des fonds, titres ou comptes concernés par la déclaration afin que le gel des avoirs s'effectue dans le cadre judiciaire.

#### Tracfin peut-il communiquer des éléments concernant des affaires en cours ?

Les informations recueillies par Tracfin dans le cadre de ses missions de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme sont confidentielles et protégées par le secret professionnel. Leur divulgation est strictement encadrée par la loi et tout manquement est sanctionné pénalement. Tracfin ne communique donc aucune information sur des affaires, qu'elles soient ou non traitées par le Service.

Source : [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) ; Janvier 2020

**NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE**

**DOCUMENT 2**

**Blanchiment : définition et peine encourue**

**Définition**

Le blanchiment d'argent consiste à dissimuler des fonds de provenance illicite (trafic de drogue, vol, escroquerie, vente d'armes, braquage, fraude fiscale, ...) en les réinvestissant dans des activités légales (immobilier, restauration, etc.).

L'objectif de l'auteur d'un blanchiment est de faciliter la justification mensongère de l'origine de ces sommes vis-à-vis des autorités. En pratique, le blanchiment « d'argent sale » peut apparaître sous la forme de différents mécanismes, comme par exemple l'établissement de fausses factures entre plusieurs sociétés écran.

**Prévention**

Pour lutter contre le blanchiment, la loi a instauré des plafonds de paiement en espèces.

**Sanctions**

En France, le blanchiment est réprimé par l'article 324-1 du Code pénal qui prévoit une peine de 5 ans de prison et 375 000 euros d'amende. Cette sanction peut être aggravée dans certains cas. La peine est par exemple portée à 10 ans d'emprisonnement et 750 000 euros d'amende dans deux cas : lorsque le blanchiment est commis de façon habituelle ou en utilisant les facilités que procure l'exercice d'une activité professionnelle et lorsqu'il est commis en bande organisée. [...]

Le délai de prescription du blanchiment est, en principe, de 6 ans.

*www.lafinancepourtous.fr ; Janvier 2020*

**NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE**

**DOCUMENT 3**

***Barème 2021 sur les transmissions en ligne directe***

<b>Montant Transmis imposable</b>	<b>Taux d'imposition</b>
De 0 € à 8 072 €	5 %
De 8 072 € à 12 109 €	10 %
De 12 109 € à 15 932 €	15 %
De 15 932 € à 552 324 €	20 %
De 552 324 € à 902 838 €	30 %
De 902 838 € à 1 805 677 €	40 %
Au-delà de 1 805 677 €	45 %

Avant application du barème, les abattements suivants s'appliquent :

Abattement parent/enfant succession et donation : 100 000 €

Abattement grand-parent/petit-enfant donation : 31 865 €

Abattement grand-parent/petit-enfant succession : 1 594 €